



# AGIR

## Notes de lecture

### Laissées pour mortes

Nadia Kaci

Max Milo

2010, 256 pages

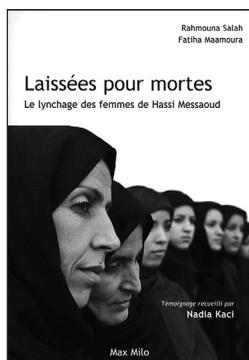
18 euros

**L**e 13 juillet 2001, un vendredi ! Des centaines d'individus, armés de gourdins, de barres de fer s'attaquent à des femmes travaillant à Hassi Messaoud, qui concentre les plus grandes multinationales d'exploitation du pétrole.

Par le truchement de l'actrice Nadia Kaci, *Laissées pour mortes* donne la parole à des victimes, Rahmouna, Fatiha et d'autres, dont le seul «tort» est d'être des femmes, de condition modeste, vivant seules. Le livre comporte trois grandes parties : la misère de femmes contraintes à migrer, les multiples violences subies, l'attitude des pouvoirs publics et de la justice.

La vie familiale et conjugale de Rahmouna est rude : sept frères et sœurs, un père violent qui fréquentait d'autres femmes. Mariée et divorcée deux fois. Un fils, deux filles dont le second mari rejeta la naissance. Celui-ci «s'est mis à [la] cogner de plus en plus fréquemment», et profita de son absence pour vendre leur maison, avant de divorcer. Rahmouna se trouve à la rue, sans ressources, avec des enfants en bas-âge. La solidarité familiale fonctionna, mais Rahmouna ressentit vite le besoin de rechercher du travail pour subvenir aux besoins de ses enfants. Car elle refuse une pratique courante : le droit de cuissage contre un emploi. Aidée par des parents, elle monte, dans un bidonville d'Oran, «un gourbi» de fortune. Une voisine lui propose de partir pour Hassi Messaoud, la ville du pétrole.

Hassi Messaoud est le lieu de ralliement de miséreux, comme Rahmouna, ou Fatiha qui a perdu mari et enfants, femmes souvent recrutées comme femme de ménage ou cuisinière, parfois secrétaire, venues de toute l'Algérie pour assurer la survie de leurs



familles et se mettre à l'abri du terrorisme.

L'installation à El Haïcha («*la bête immonde*»), un bidonville en plein Hassi Messaoud, est un choc : pour y habiter, il faut payer un loyer faramineux ; pour travailler, passer par des sous-traitants qui prélèvent une partie du salaire ; enfin, subir le droit de cuissage. Rahmouna résiste en pensant à la famille, aux enfants restés à Oran.

#### Du harcèlement au lynchage

Les premiers signes de violences apparaissent avec les compressions de personnel : harcèlements, humiliations, insultes : «*Impure, salope, couvre-toi sale pute...*» Le hidjab ne protège pas. Fatiha est agressée en pleine rue sans que personne n'intervienne. Signe inquiétant, la police prend sa déposition. Sans plus. «*Le 13 juillet 2001, environ cinq cents hommes se sont passés le message. Ce soir-là, tout était permis. Ceux qui n'avaient jamais vu de femmes nues verraien; ceux qui n'avaient jamais forniqué forniqueraien. Dieu est grand ! La guerre sainte au nom de Dieu ! Le signal de départ était donné.*» Le lynchage dure une partie de la nuit, des coups de poing au viol. L'horreur absolue. Des agresseurs assurés de leur impunité, encouragés par des «*youyous*» de femmes, et la passivité des voisins.

Rahmouna rapporte : «*Le policier [un voisin] est sorti de chez lui. Il est resté sur le pas de porte, à contempler le spectacle. Le gendarme [un autre voisin] n'est pas sorti.*» Et ce, pendant que Fatiha subissait le pire, battue, dénudée, violée, enterrée jusqu'au cou. «*A travers le sang et la poussière, elle a reconnu Samir, le jeune épicier sympathique chez lequel elle faisait ses courses. Il lui a pris la main. Avec l'autre, il lui a flanqué un coup de couteau entre l'épaule et l'aisselle... le long couteau rouge avec lequel il coupait le beurre.*» Lorsque la police intervient, elle est donnée

pour morte. «*Les pompiers l'ont emmenée à la morgue.*»

La prise en charge des victimes par les services hospitaliers fut une catastrophe. Un médecin osa dire : «*Ca, c'est les moyens du bord. On n'y peut rien. C'est pas nous qui vous avons mises dans cet état.*»

La justice aurait dû être exemplaire. L'engagement des pouvoirs publics, le soutien de personnalités politiques et d'associations de femmes avaient pourtant été sans équivoque. «*Nous sommes prêts à vous aider à reconstruire vos vies. Les criminels doivent être punis. Lors du procès, nous vous soutiendrons. Nous prendrons en charge vos avocats et vos déplacements. Vous avez le droit à votre dignité. Nous ferons tout pour que vous la recouviez.*» Or, dès le procès de juin 2002, seuls 29 accusés et leurs 15 avocats étaient présents. Les victimes étaient là, seules, sans avocats, malgré les promesses du ministre. Les accusés et leurs familles menaceront ouvertement Rahmouna et les victimes. Les plaintes pour viols et tortures ne seront pas retenues. La plupart des inculpés sortiront libres. La majorité des victimes s'en tenant au jugement à minima abandonneront les poursuites.

#### Des promesses non tenues

D'autres procès révéleront la même situation, avec un ministère de la Solidarité qui ne tint pas ses promesses de soutenir juridiquement, socialement, financièrement les femmes agressées. Le gouvernement voulait tourner la page et «*suggéra*» aux femmes de pardonner à leurs agresseurs dans l'esprit de la politique de «*réconciliation nationale*». Ce qui fut fait ! Sans que les femmes n'obtiennent ni le statut de victimes du terrorisme ni l'amélioration de leur situation sociale.

En épilogue, Nadia Kaci souligne que le drame de Hassi Messaoud est le fruit de la conjugaison de



deux facteurs : institutionnalisation de « l'infériorité » de la femme par le Code la famille promulgué en 1984, et encadrement de la société algérienne par des « intégristes ».

L'actualité de ce livre le rend plus poignant encore : la presse algérienne rapporte la multiplication d'agressions subies par les femmes, dans nombre de localités. Et aussi à Hassi Messaoud ! Dans le même bidonville qu'en 2001... Des actes intolérables commis dans la certitude de l'impuissance que garantit le silence des pouvoirs publics.

Nous sommes loin de la promesse faite aux femmes de Hassi Messaoud en 2001, par Khalida Toumi, ministre de la Culture, militante féministe dans les années 1980 : « *On se battra pour que vous obteniez réparation. Pour qu'aucune femme algérienne ne vive ce que vous avez vécu.* »

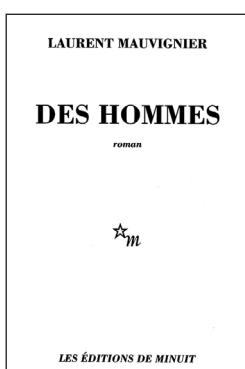
Ahmed Dahmani,  
enseignant-chercheur,  
membre de la section LDH  
de L'Haÿ-les-Roses

## Les ONG De nouveaux acteurs pour changer le monde

**Joseph Zimet**  
Editions Autrement  
Novembre 2006, 80 pages  
15 euros

**V**oilà un ouvrage qui devrait être lu par toute personne souhaitant s'impliquer dans la solidarité internationale mais ne sachant pas trop par où commencer : *Les ONG. De nouveaux acteurs pour changer le monde*.

Soyons clairs : le livre n'est ni un sésame ni une réponse ferme à toutes les questions que l'on peut se poser. Mais il est un début de piste particulièrement précieux pour commencer à faire son chemin. Des questions nécessaires, et parfois épineuses, comme la



redistribution de l'argent donné, leur utilité, la possibilité de travailler dans des ONG, les parcours... L'auteur explique ces mécanismes souvent mal connus, car soit expliqués de manière insuffisante, soit perçus avec une certaine méfiance. Pour tenter de remédier à ces carences – et il y parvient en grande partie –, le livre de Joseph Zimet est clair dans son approche, dans ses explications, que des schémas, cartes et photographies viennent compléter. L'auteur s'appuie sur des chiffres et mentionne différentes organisations (Amnesty international, Human Rights Watch, Reporters sans frontières) pour parler de la défense des droits de l'Homme, des enfants-soldats en Birmanie, mais aussi de développement avec Oxfam, ou d'environnement avec Greenpeace.

On soulignera également l'effort pédagogique dans la distinction faite entre les différentes organisations citées. Par exemple, les ONG de défense des droits de l'Homme (comme la FIDH) et celles impliquées dans l'action humanitaire (comme Médecins du monde) ont des approches, des manières d'agir tout à fait différentes, et ce bien qu'elles s'inscrivent toutes les deux dans le contexte de la solidarité internationale : les premières se chargent principalement de mener des enquêtes de terrain, qui sont ensuite publiées dans des rapports, eux-mêmes transmis à d'autres organisations comme l'ONU (la plupart y ont d'ailleurs un statut consultatif, notamment au sein du Conseil des droits de l'Homme à Genève) ou à des médias, tandis que les organisations humanitaires sont plus dans le « feu de l'action », mais pas seulement : tsunamis, séismes, mais aussi projets de développement, de reconstruction.

Les risques inhérents ne sont pas éludés, comme les enlèvements et les meurtres, notamment de travailleurs humanitaires (dix-sept membres de l'ONG Action

contre la faim ont ainsi été abattus froidement en août 2006), évitant ainsi de donner une vision trop idéalisée et fantasmée des ONG, sujet abordé souvent de façon manichéenne. Un livre qui est donc tout le contraire : clair, concis (une soixantaine de pages), et accessible à tous. En bref, indispensable !

**Jérôme Diaz, journaliste,  
membre de la section LDH  
de Grenoble**

## Des hommes

**Laurent Mauvignier**  
Les Editions de minuit  
2009, 288 pages  
17,50 euros

**L**a peur au ventre, mais elle est où la peur au ventre ? Pas sur les photos. Aucune d'elles ne parle de ça.» Ca, c'est quoi ? C'est un roman de Laurent Mauvignier ciselé à la parole écrite.

Un village éloigné, un homme bizarre, une étrange journée, un anniversaire glauque, malsain, raté, où les non-dits s'imposent avant le drame, mais bien après les accords d'Evian qui arrêtent le conflit. Mais qu'en est-il des blessures et des rancœurs ?

L'histoire de ces hommes est celle de Bernard, Février et Rabut venant du fond de la France en Algérie pour servir le pays au temps de la guerre d'Algérie. Des hommes fragiles, ne connaissant rien de ce conflit et débarquant pour nettoyer, au nom de la République, les envies de libération et d'indépendance du peuple algérien. Angoisses, tentatives de se faire accepter par une population toujours présente, mais constituée uniquement de vieillards, de femmes et d'enfants. Atrocités. Pour la plupart, ils ne connaissaient rien de ce problème ; ils servaient une nation déconnectée de toute réalité, depuis la libération de 1945, et même avant. Ces Algériens (non citoyens)

